

Premières journées du développement du GRES

Le concept de développement en débat

16-17septembre 2004

Le développement agricole en France et en Europe : un contresens historique ?

Nathalie CORADE, EGERIE/ENITAB

Bernard DEL'HOMME, EGERIE/ENITAB

Pierre-Jean ROCA, CNRS/IFAID

1 – Les dérives d’un modèle qui a eu du sens	6
11- Un modèle sensé ?	6
111 - La logique économique qui a prévalu dans le modèle adopté.....	6
1 – La peur de la pénurie	6
2 – favoriser le développement de l’économie.....	7
3 – Un acteur central : l’Etat.....	7
112 - Les logiques d’acteurs.....	8
1 – Les bienfaits de l’individualisme.....	8
2 – La cogestion.....	8
113 - Une vision globale cohérente avec les « croyances » de l’époque... ..	9
1 – La science est bonne.....	9
2 – La développement agricole est sans fin.....	10
12 – Les porte à faux du modèle.....	10
121 – le développement agricole s’appuie sur le productivisme.....	10
1 - Les effets visibles sur la production, la consommation, les échanges,	10
... sur l’exploitation agricole.....	11
2 - Les effets induits : Concentration, spécialisation et intensification,	12
... spécialisation régionale	12
122 - le revers de la médaille du productivisme.....	12
1 - le faux sens environnemental : l’agriculture détruit la nature	13
2 - Le faux sens économique : l’agriculture coûte trop cher	13
3 - Le faux sens d’orientation politique : nourrir et/ou exporter	14
123 – L’évolution de la demande sociale éclaire les travers du modèle	14
1 - Perte de liens et suspensions	14
2 - L’urbanisation crée de nouvelles attentes.....	15

2 - Le vrai faux changement : s'enfermer dans les contresens..... 16

21- La confusion entre le développement agricole et le développement des marchés agricoles16

- 211- La vision mondialiste du développement agricole : le marché garant du bien être mondial..... 16
- 1 - Le développement des marchés agricoles comme garant de la sécurité alimentaire 16
- 2 - Développer les échanges agricoles : la garantie d'un équilibre mondial 17
- 212- Le développement des marchés agricoles ne saurait garantir le développement de chaque société . 17
- 1 - Le développement des marchés agricoles ne garantit pas le rétablissement des équilibres internationaux..... 17
- 2 - Le développement des marchés agricoles réduit la notion et les enjeux de la sécurité alimentaire 18

22- Le développement agricole sans agriculteurs ou contre les agriculteurs.....19

- 221- Le développement agricole doit maintenir du sens au lien agriculture /agriculteurs..... 19
- 1 - Un projet qui tend à accroître la distension du lien agriculteurs/agriculture..... 19
- 2 - Un projet qui tend à accentuer la disparition d'une partie du monde agricole 19
- 222- Le développement agricole doit redonner du sens au lien agriculteur/société..... 20
- 1 - Le nombre d'agriculteurs : un déterminant de la représentation sociale du monde agricole 20
- 2 - L'identité de l'agriculteur : un vecteur de l'identité de l'agriculture au sein de la société..... 21

23- Le développement agricole sans territoires21

- 231- Le développement agricole doit redonner du sens au lien agriculture /territoire..... 22
- 1 - Une logique qui prône le nomadisme comme facteur d'efficacité 22
- 2 - Les coûts associés et les risques environnementaux 22
- 232- Le développement agricole doit redonner du sens au lien agriculture/développement rural..... 23
- 1 - Une logique qui renie le lien agriculture / développement rural..... 23
- 2 - L'agriculture : une activité au cœur des questions de développement des espaces ruraux..... 23

Bibliographie 26

Premières journées du développement du GRES

Le concept de développement en débat
16-17 septembre 2004

Le développement agricole en France et en Europe : un contresens historique ?

Nathalie CORADE, EGERIE/ENITAB
Bernard DEL'HOMME, EGERIE/ENITAB
Pierre-Jean ROCA, CNRS/IFAID

Résumé en Français :

Attaqué au titre des dérives qu'il a laissé s'installer ou qu'il a contribué à faire émerger (déséquilibres Nord/Sud, problèmes environnementaux, crises alimentaires, déprise rurale...), le développement agricole perd de sa crédibilité et avec les justifications de politiques publiques qui le portent. Nous nous proposons, au travers d'une lecture historique, de montrer que le développement agricole prôné en France et en Europe au sortir de la seconde guerre mondiale, à grand renfort d'aides publiques, n'est pas, comme le suggérerait la lecture de ses dérives associées, une erreur de l'histoire, un développement insensé. Au contraire, le développement agricole a alors du sens mais l'absence de réactivité à de nombreux changements vont conduire à l'apparition de faux-sens, de dérive du sens. C'est de ces derniers que naît aujourd'hui le risque de contresens. Celui-ci apparaît en effet avec la confusion que les dérives associées au développement agricole sont celles du développement agricole lui-même et se traduit par la conviction profonde qu'il devient vain de chercher à l'orienter, à l'encadrer, mettant ainsi un arrêt à toute justification de politiques publiques à destination du secteur agricole.

Résumé en Anglais :

French and European agricultural development : an historical misinterpretation ?

While accused for wrong ways he has led (North/South imbalance, environmental troubles, food crisis, rural desertification,...), agricultural development has lost credibility, and with him public policies linked. With an historical point of view, we attempt in this paper to show that fifty years ago, this agricultural development was sensible. But as its logic did not change in time, several misunderstanding ways grew. And finally we are nowadays with a great confusion risk : the belief that the wrong ways are the agricultural development itself, and the statement that agricultural development doesn't need any public policy.

Mots clé : Développement agricole, politique agricole commune, politique agricole française, sécurité alimentaire, développement économique

JEL : Q17, Q18, O13

Le développement agricole en France et en Europe : un contresens historique ?

*Nathalie CORADE, EGERIE/ENITAB
Bernard DEL'HOMME, EGERIE/ENITAB
Pierre-Jean ROCA, CNRS/IFAI*

On assiste depuis quelques années à une réactivation des préoccupations de développement avec l'apparition du concept de développement durable. L'agriculture, activité par nature attachée à la satisfaction d'un besoin essentiel pour l'homme, fortement mobilisatrice autant que créatrice de ressources territoriales, est largement concernée par ce renouveau conceptuel. De Colbert à Kuznets et Rostow en passant par Quesnay, Ricardo et Malthus, le développement agricole a pu être tantôt conçu comme une condition nécessaire voire suffisante ou comme une contrainte au développement économique des nations¹, mais a fini par s'avérer être incontournable dans l'optique d'une amélioration du bien être des populations. Cela se traduira par l'intégration progressive, après la seconde guerre mondiale, de l'agriculture dans les programmes de reconstruction des économies française et européenne pour conduire à la mise en place de politiques à destination du développement de ce secteur dans les années soixante (Politique des structures française (1960-1962), Politique Agricole Commune en Europe (1962).) Plus de 40 ans ont passé et entre-temps, s'est affaiblie la portée des modèles de régulation et de développement. La croyance dans les vertus du développement s'estompe avec le constat de ses lacunes et le développement se trouve alors au cœur de multiples accusations (S.LATOUCHE, 2001 ; J-M HARRIBEY, 2002). Il en va du développement en général comme du développement agricole.

Ce dernier n'échappe pas aux débats polémiques dont fait l'objet le développement (R. PASSET, 2002) et ce d'autant plus que l'on croyait l'agriculture exempte des questions qui sont au cœur de la notion de durabilité (l'agriculture a un lien direct et vertueux avec l'environnement et les besoins des sociétés).

Pourtant grâce aux politiques conduites, les quantités de biens agricoles produits se sont accrues conduisant à l'échelle mondiale à l'atteinte d'une autosuffisance alimentaire² et à ces progrès quantitatifs peuvent être associés des évolutions structurelles majeures (accroissement de la taille des unités de production, amélioration des méthodes de production, amélioration des conditions de vie des agriculteurs et de leurs familles...). Pour autant ces résultats sont mis en balance par nombre de disfonctionnements : le maintien de 800 millions de personnes en mal ou sous-nutrition dans le monde, les crises alimentaires dans les économies où l'agriculture se veut la plus développée, la montée des problèmes environnementaux directement liés à la production agricole et à sa concentration, les problèmes sociaux inhérents à une agriculture faiblement rémunératrice et territoriaux liés à une agriculture faiblement dynamisante. Au travers de ces constats nous est renvoyée l'idée développée en 1967 par Pierre Viau³ du "paradoxe du développement agricole". Le développement agricole est "paradoxal" au sens où cohabitent en agriculture des évolutions quantitatives et qualitatives fondement du développement tel qu'il est défini par François Perroux, et des évolutions bien plus porteuses de ruptures, de déséquilibres et de déclin. Doit-

¹ Le débat s'est notamment développé entre les agro-centristes (Quesnay) et les industrio-centristes (Ricardo, Colbert, Malthus), les uns voyant dans le développement de l'agriculture l'essence même du développement, les autres voyant dans le développement agricole soit un risque d'éviction du développement industriel (Colbert) soit une condition au développement industriel (Ricardo, Malthus).

² Les 2 milliards de tonnes de céréales suffiraient à elles seules aujourd'hui à nourrir la planète

³ L'agriculture dans l'économie, les Editions ouvrières, Paris, 1967

on y voit une erreur quant au sens donné au développement agricole et ainsi le condamner : y a-t-il eu contresens ?

La lecture historique nous conduit à renier l'idée d'un contresens a priori. Le développement agricole promu en Europe et en France a bien eu du sens dans la mesure où il répondait aux besoins des européens et des français (société entière et agriculteurs) dans un contexte bien moins ouvert que celui que nous connaissons. C'est dès lors moins dans ses justifications qu'il faut chercher ses limites que dans une incapacité à avoir intégré au fur et à mesure les changements nécessaires au maintien du sens. De la non réactivité à l'ensemble de ces changements apparaîtront alors les faux-sens du développement agricole, résultats de la conjugaison de méthodes qui, atteignant leurs objectifs, nécessitaient des ajustements et d'un contexte global en changement qui impliquait la modification des orientations du développement. C'est alors des faux-sens et de l'enracinement des modèles prônés dans ceux-ci que naît aujourd'hui le risque de contresens. Celui-ci apparaît en effet avec la confusion que les dérives associées au développement agricole sont celles du développement agricole lui-même et se traduit par la conviction profonde qu'il devient vain de chercher à l'orienter, à l'encadrer, mettant ainsi un arrêt à toute justification de politiques publiques à destination du secteur agricole.

C'est cette lecture historique que nous proposons avec, dans un premier temps l'analyse du passage du sens au faux sens du développement agricole et, dans un second temps, l'explicitation des contresens émergents aujourd'hui.

1 – Les dérives d'un modèle qui a eu du sens

11- Un modèle sensé ?

111 - La logique économique qui a prévalu dans le modèle adopté

Le modèle de développement agricole européen, conçu à la fin de la deuxième guerre mondiale, peut être caractérisé en quelques mots : mécanisation, « chimisation », introduction massive de capitaux, incorporation de technologies biologiques, et spécialisation conduisent à accroître, de façon continue entre 1945 et les années 2000, les rendements et la productivité. En somme, le productivisme est la référence. Le « cas français » s'est inscrit dans ce cadre général avec ses particularités et son histoire : des potentialités agricoles très riches, une grande diversité agro-écologique et une « vieille » histoire agraire, dont nous retiendrons ici que deux composantes, à savoir l'importance socio-politique de la classe des notabilités issue des régions agricoles et la forte proportion de population rurale, ont été le terreau des choix de politiques publiques tournées vers la co-gestion et l'encadrement institutionnel (appareils législatif, organisationnel, bancaire et de recherche-formation très puissants et très structurés) : dans le contexte européen, le rôle particulier attribué à l'agriculture française, en un mot sa fonction de « fer de lance », s'explique par la congruence des orientations et capacités françaises avec les objectifs qu'a voulu se donner le modèle à l'échelle du sous-continent. Quels étaient-ils, ces objectifs, et qu'est ce qui les justifiaient ? Pourquoi ont-ils eu du sens et quels en étaient les points aveugles qui conduiront par la suite à s'égarer en chemin et à produire du non-sens ?

1 – La peur de la pénurie

Il faut tout d'abord se replacer dans la situation économique qui prévaut en Europe en 1945. On sort d'une période où on a connu les privations et la faim : la grande famine d'Irlande (1848) qui avait provoqué des migrations massives vers les Etats-Unis aurait dû être oubliée, mais les conditions et la durée des deux guerres mondiales ont considérablement déstructuré l'appareil de production et ouvert la porte à la spéculation. Les cartes de rationnement (« carte de pain ») « qui avaient été supprimées le 1^{er} novembre 1945 ont dû être rétablies précipitamment le 28 décembre, la ration de pain journalière et individuelle tombant même à 200 grammes du 1^{er} mai au 1^{er} septembre 1947⁴ ». Elles ne seront définitivement supprimées qu'en 1949. Ainsi, cette vieille compagne de l'homme ne disparaissait donc pas avec l'effacement des conditions qui l'avaient vue apparaître ! Pire encore, au-delà des frontières le spectre de la famine continuait de menacer aussi : dans leurs empires, les vieilles puissances coloniales sûres de leurs forces, l'étaient moins pour assurer le quotidien de leurs assujettis ; en 1943, un million et demi de morts de faim au Bengale (situation étudiée par Amartya Sen⁵), tandis qu'Albert Camus dénonce dans des articles⁶ de *Combat* devenus célèbres, la misère et la sous-alimentation qui sévissent en Algérie (et qui feront le lit des revendications anti-coloniales). Manger, manger à sa faim, éloigner à tout jamais les risques de pénurie et la dépendance vis-à-vis de l'étranger, fût-il même un allié, voilà qui justifie qu'on assigne à l'agriculture le rôle de produire plus, toujours plus, et à partir des propres ressources du territoire sur lequel vit la population, quitte au besoin à protéger cette agriculture des menées

⁴ J. Carpentier et F. Lebrun (sous la direction de), *Histoire de l'Europe*, Le Seuil, 1990

⁵ A.Sen, *Starvation and exchange entitlements : a general approach an its application to the Great Bengal Famine*, *Cambridge journal of economics*, 1, 1977

⁶ A. Camus, *La famine en Algérie*, *Combat* du 15 mai 1945 repris dans « Essais », p. 944, *La Pléiade* (vol. 183), Gallimard, 1965

de la concurrence. Productivisme et protectionnisme trouvent ici leur légitimité. Notons au passage que cette obsession de lutte contre la faim sera structurante non seulement de la pensée de ceux qui ont à concevoir les politiques, i. e. les gouvernements, (la FAO est une des premières agences des Nations Unies à être mise en place après la signature de la Charte), mais aussi de celle qui veulent produire un modèle « autre » : rappelons que dans le sigle de la plus célèbre des ONG anglo-saxonnes, « Oxfam » (fondée en 1943), le *fam* est l'abréviation de *famine*⁷...

2 – favoriser le développement de l'économie

Plus loin encore, les théories économiques du développement de l'époque n'en finissent pas de discuter le rôle de l'agriculture dans l'accession au développement⁸. La question est posée : l'agriculture est-elle un secteur d'ajustement ou un secteur moteur ? « une période fondamentale dans l'histoire du développement est celle dite du décollage ou du lancement de l'économie. (...). P. Bairoch a montré le rôle de secteur moteur de l'agriculture dans le démarrage occidental⁹ ». Scrutant les liens intersectoriels entre agriculture et industrie, les analystes des années soixante et soixante-dix montrent que toute économie nationale a besoin d'une agriculture forte et productive, dégageant des surplus de capitaux et de main d'œuvre, « consommant » les produits de l'industrie moderne : machines, engrais, pesticides. D'autres arguments poussent à la roue. En effet, la période est celle d'un nouveau partage du monde à la suite de Yalta et la guerre froide se met en place petit à petit ; les rapports de force géopolitiques sont déterminants dans le choix des orientations : un pays fort est un pays qui possède des ressources dans son sous sol et qui tire le meilleur parti de son sol. Dans ce domaine, la réalité économique rejoint l'idée que l'on se fait de la stratégie et celle que l'on a de la nation. Le rapport à la terre est constitutif de l'idée de patrie. Un grand pays, pour être une grande nation, doit mettre sa terre en valeur à tous les sens du terme. Le soldat - laboureur de la fin du XIX^e siècle n'est pas une figure qui s'effacera rapidement des imaginaires de nos dirigeants. Le mot « colonisation », lui-même à double sens, parce qu'il évoque à la fois la conquête de pays lointains et le fait de gagner de nouvelles terres pour augmenter la surface arable, est significatif du caractère « positif » qui a été donné à la dynamique d'expansion de l'agriculture (cf infra), que ce mouvement concerne l'accroissement de l'aire cultivée de façon moderne ou le rayonnement de la civilisation « européenne ».

3 – Un acteur central : l'Etat

L'ensemble de ces facteurs, de ces raisons et de ces conditions contextuelles explique aussi pourquoi l'Etat s'est autant « mêlé » de conduire le secteur agricole, en France particulièrement. Parce que son avenir était une question de stratégie nationale, l'agriculture faisait pleinement partie du domaine où s'exercent les choix de la « chose publique », la *res publica* : la République s'en préoccupait, la République s'en chargeait, la République s'y assimilait ! Dés lors, il n'est pas incompréhensible qu'on ait souvent confondu, en France au moins, « politiques publiques concernant le secteur agricole » et « développement agricole »...

La notion de développement agricole définie dans les années 60 résulte donc des politiques nationales et européennes menées pour répondre aux objectifs assignés à l'agriculture.

⁷ Oxfam : Oxford Famine Relief Committee

⁸ L. Malassis, *Agriculture et processus de développement, série Education et développement rural*, Unesco, Paris, 1973, est, entre autres, un ouvrage d'économie rurale bien représentatif des orientations de cette époque.

⁹ Op. cit.

Comme nous venons de le voir, ces objectifs ont été principalement centrés autour de la production agricole, avec une dimension marchés agricoles (prise en charge par la PAC) et une dimension structures de production (prise en charge par la politique nationale).

112 - Les logiques d'acteurs...

1 – Les bienfaits de l'individualisme

« Devenir moderne ! » a été le mot d'ordre d'au moins deux générations de gens qui vivaient du travail de la terre. Paysans au sortir de la deuxième guerre mondiale, ils sont d'abord devenus agriculteurs, puis plus tard, exploitants agricoles. Venant de sociabilités de type communautaire, où c'est le groupe familial élargi qui constitue l'atome de base de la construction sociale, où, par exemple, les décisions de mise en culture sont à l'instar des stratégies matrimoniales « choisies » par les *anciens*, ces ruraux se sont mis à appartenir de plus en plus au *main stream* de la société française en évolution : ils sont devenus des individus. Plongés dans l'*individualisme*, ils se sont mis à ressembler à des urbains : choix individualisé des orientations professionnelles, personnelles - par exemple en matière d'habitat, les générations d'une même famille ont de moins en moins cohabité -, et techniques. Leur perception de la dimension économique de leur activité a évolué : perçue en tant que telle, c'est-à-dire distinguée du reste des objectifs de leur vie (par exemple, « transmettre le patrimoine foncier dans son intégrité »), la fonction de production a été de mieux en mieux comprise : la terre est devenue un facteur de production – on pouvait donc remembrer ou vendre et acheter-, les façons culturelles sont devenues des techniques – la tradition n'était plus ce qui réglait « ce qu'il fallait faire », d'autres que soi pouvaient s'occuper des champs ou du troupeau – ce qui permettait de faire comme les urbains, c'est-à-dire de prendre des vacances-, etc.

2 – La cogestion

Autant dire que cette modernité, bien que porteuse de bouleversements et donc entraînant des résistances, n'a pas été imposée de l'extérieur, mais bel et bien « portée » par les plus dynamiques des paysans de l'époque : les plus jeunes ont été les plus aptes au changement, et on est rapidement passé d'une société rurale dominée par les « aînés » à des groupes actifs s'appuyant sur la dynamique de la JAC¹⁰, pour former les premiers bataillons de ceux qui vont participer au mouvement émancipateur. Celui-ci va prendre deux formes qui vont arriver à rapidement trouver une cohérence : le mouvement coopératif et la co-gestion du secteur à travers la représentation syndicale.

La coopérative agricole, du moins à ses débuts, a été la forme d'organisation où ont convergé le mouvement d'individuation, 1 homme = 1 voix, dans tous les votes décisionnels, et l'orientation modernisatrice, notamment par la possibilité qui a été offerte d'assurer les approvisionnements en intrants performants et la mise en marché des produits dans des circuits commerciaux où il valait mieux, pour tout agriculteur, ne pas se présenter « chacun pour soi », face à la meute des intermédiaires et des distributeurs. Les CUMA et les GAEC qui sont venus après, ont aussi été des formes porteuses à la fois de modernisation technique et de préservation d'espace de gestion individuelle et de décision personnelle.

¹⁰ JAC : Jeunesse Agricole Catholique, dont vont être issus les grandes figures du monde agricole de l'après-guerre comme Michel Debatisse et autres leaders syndicaux de la puissante FNSEA.

Mais, c'est dans la co-gestion du secteur que le modèle productiviste, qui se mettait en place, a été, pour faire « participer » les agriculteurs, le plus performant : le paradoxe est ici de constater qu'ils ont eux-mêmes construit le train qui les emmènerait petit à petit sur des voies qu'ils n'avaient pas choisies, mais n'anticipons pas... Dès mars 1946, la FNSEA, regroupée autour du *serment de l'unité paysanne*¹¹, se constitue en représentant du monde agricole face aux, ou plus exactement avec les, pouvoirs publics. En effet, la co-gestion est instituée au fur et à mesure, dans les Chambres d'Agriculture, dans les SAFER, et dans les principaux organismes inter-professionnels. L'action « civique »¹² entreprise en 1951 vise à faire élire des agriculteurs à l'Assemblée Nationale : ils arriveront bientôt à être 88... Les lois d'orientation de 1960 et de 1962 (politique social, politique des structures, organisation des productions et des marchés) vont être directement influencées par cette sur-représentation des agriculteurs (qui a duré jusque dans les années quatre-vingt) dans les sphères parlementaires. Cette co-gestion en accompagnant la modernisation à marche forcée, a eu des effets ambivalents : elle a fait croire aux agriculteurs que, quelle que soit la taille de leur exploitation et quelles que soient leurs conditions de production, ils avaient des intérêts coalisés, mais dans une certaine mesure, elle a aussi permis de drainer des aides publiques très importantes vers le secteur rural qui sans cela aurait subi de façon plus violente le choc de la modernisation : on comprend, dès lors, que l'attachement des exploitants vis à vis de ce système, et donc du modèle de développement, continue d'être très fort...

113 - Une vision globale cohérente avec les « croyances » de l'époque...

Le développement agricole a ceci de particulier que par l'entremise technique l'homme exerce son art vis-à-vis de la nature. Qui dit « nature » dit, pour les paysans de tous les siècles et de toutes les contrées, « risque ». Risque de non-récolte, aléas climatiques, processus biologiques mal connus ; les paysans, comme le reste des humains, ont dans toutes les civilisations, eu à se battre contre des forces qui les dépassaient...

1 – La science est bonne

Et voilà, qu'en cette fin du XIXème siècle et en ce début du XXème, la science et la technologie permettaient enfin de rendre l'homme plus souvent « gagnant » : le vieux rêve biblique, repris par Descartes, (« devenir maîtres et possesseurs de la nature ») de domination de la nature pouvait enfin s'accomplir.

Voilà que se met en place un modèle de développement agricole donnant toute sa place à l'idée de progrès. Refuser cette orientation, c'était choisir de revenir au « moyen-âge » ! On voit bien ici la double détente qui a véritablement concerné l'ensemble du monde agricole, les petits exploitants et les grands propriétaires de la Beauce ou de la Brie, les éleveurs comme les maraîchers : le progrès permettait d'être « modernes » et de « produire scientifiquement » selon le paradigme qui concernait alors tout l'Occident dans toutes ses activités, mais il permettait aussi de « rattraper » les urbains (et parmi eux les ouvriers qui pour la plupart venaient directement de la campagne...), de ressembler enfin à ces *farmer* nord-américains ou à ces tractoristes russes qui semblaient mieux connaître le moteur à pistons que la charrue, enfin de ne plus être pris pour des « cul terreux ».

¹¹ www.fnsea.fr (cf historique)

¹² www.fnsea.fr (cf historique)

De quoi était fait ce progrès ? D'une part, il était fait de technologies, les plus industrielles paraissant d'ailleurs, à l'époque, les plus « propres ». Entre la table en formica et le tas de fumier, on aura vite fait de choisir.

2 – La développement agricole est sans fin

D'autre part, ce progrès était fait de « toujours plus » : « mieux » et « plus » étaient synonymes. Plus de production, plus de rendement, plus de chevaux pour les tracteurs, étaient équivalents à « meilleure » agriculture. Que l'on ait perdu de vue l'objectif de cette course en avant, n'est guère qu'une conséquence imprévue de la confusion entre la modalité de la croissance, toujours plus avec plus de puissance consommée, et sa finalité..., dira-t-on plus tard pour excuser l'aveuglement des coureurs : on a mis très longtemps à s'apercevoir que c'était le dépassement des limites qui, en soi, devenait la justification de la dynamique. Les croyants en la « technique » ne supportent pas l'idée qu'il y ait une limite à leur entreprise.

Le modèle de développement agricole, tel qu'il a été suscité, encadré et plébiscité, est donc tout à fait congruent avec ce que l'Occident « croyait » être le mouvement de l'histoire : la raison scientifique et technologique qui avait montré sa puissance mortifère pendant la guerre, pouvait maintenant pleinement se déployer pendant la paix. On pouvait même essayer d'en faire profiter « les autres », ce que n'ont pas oublié de faire ceux qui prônaient soit la coopération de proximité (les échanges tels que l'AFDI les promeut), soit l'aide alimentaire (sur le mode, on a des excédents et ils manquent de tout, organisons le transfert...).

Malheureusement, quelques difficultés, inhérentes au modèle lui-même sont apparues en route...

12 – Les porte à faux du modèle

121 – le développement agricole s'appuie sur le productivisme

Incontestablement, le développement agricole observé pendant les années 60-90 est alors cohérent avec les objectifs initiaux du modèle mis en place.

1 - Les effets visibles sur la production, la consommation, les échanges, ...

En 40 ans, la production globale agricole a doublé en volume, la progression des productions végétales (+ 300 %) étant supérieure à celle des productions animales (+ 175 %). Conjuguée à la diminution importante du nombre d'exploitations, donc d'agriculteurs, cette progression de la production provient d'un accroissement spectaculaire de la productivité du travail en agriculture : multiplication par 5 (contre 2 pour l'ensemble de l'économie) depuis 1960. Evolution exprimée parfois par l'illustration suivante : alors qu'un agriculteur nourrissait environ 20 personnes en 1960, il en nourrit plus de 100 aujourd'hui. Evidemment, une telle progression n'a pu avoir lieu que grâce à une mécanisation accrue : tracteurs, moissonneuses, bâtiments d'élevage, installations techniques... Bien sûr, les résultats techniques et économiques traduisent ces changements. Les rendements en blé ont triplé (70 quintaux/ha aujourd'hui), tout comme le rendement laitier par vache (5500 L par an). On a même parlé de révolution de l'agriculture.

Pour accompagner cet essor de la production, toute une filière agro-alimentaire se développe également, en amont (fournitures d'agro-équipements) comme en aval (industries agro-alimentaires, I.A.A.). Stimulées par la croissance démographique, l'urbanisation grandissante

et l'élévation des niveaux de vie, ces industries jouent un rôle de plus en plus grand sur l'agriculture, rendant notamment les exploitations dépendantes de leur activité. La profession agricole participe même (cf. supra) à cette mise en place d'industries par le biais de coopératives de transformation et de commercialisation des produits agricoles (céréales, lait notamment).

Dernier maillon prépondérant, celui de la distribution alimentaire. Concentrant progressivement près de 90 % des achats alimentaires des consommateurs, la grande distribution pèse de tout son pouvoir sur les I.A.A. et, derrière elles, sur les exploitations agricoles, influant sur les prix comme sur les conditions de production. Malgré son évolution, l'agriculture pèse de moins en moins dans l'économie française : moins de 2 % de son Produit intérieur brut (P.I.B.), et la population active agricole représente moins de 5 % de la population active totale. En y ajoutant l'activité des industries agro-alimentaires, le secteur agro-industriel « pèse » autour de 5 % du P.I.B. et 7% de la population active.

Quant au « pétrole vert », expression popularisée en 1977 par Valéry Giscard d'Estaing après le premier choc pétrolier, il existe bien aujourd'hui : la France est agro-exportatrice nette depuis le milieu des années 70. Deuxième exportateur mondial (derrière les Etats-Unis), la France commerce principalement avec ses voisins européens (les 2/3 des échanges). Elle est excédentaire en produits agricoles bruts (céréales, vins, viande) mais également en produits transformés (produits laitiers, préparations alimentaires,...). Ce solde positif n'a cessé de s'accroître et se maintient depuis le milieu des années 90. Il est le principal solde positif de la balance commerciale française.

Enfin, la consommation alimentaire. C'est un fait, les ménages consacrent de moins en moins d'argent à leurs achats de nourriture et de boisson. La diminution est lente, mais régulière : autour de 17 % des dépenses de consommation aujourd'hui, contre un tiers il y a 30 ans. Viandes, boissons alcoolisées et fruits et légumes en sont les principaux postes. Du coup, l'alimentation n'est plus la dépense principale d'un ménage (les postes "logement" et parfois "transports" ont pris, dans le budget des ménages, le dessus).

... sur l'exploitation agricole

En l'espace de quelques années elle s'est insérée dans une filière économique. Elle est devenue pour bon nombre d'entre elles productrice de matières premières pour une industrie. Le paysan est devenu agriculteur.

A l'échelle de l'exploitation agricole, la première révolution est technique : la mécanisation a profondément modifié la quantité de travail et son organisation ainsi que les techniques de culture et d'élevage. Renforcée par la « révolution chimique » (utilisation d'engrais et de pesticides) et la « révolution biologique » (utilisation de semences, de variétés et d'espèces sélectionnées), les exploitations agricoles évoluent très rapidement. On parle d'industrialisation de l'agriculture, de productivisme. L'objectif est simple : produire plus. Avec beaucoup moins d'entreprises.

Dès la fin des années 60, l'autosuffisance alimentaire est atteinte en France. Jamais la production n'a progressé aussi vite en si peu de temps. Certes, les prix des produits agricoles ont eux diminué, surtout depuis le début des années 1970. Ce qui fait que le résultat économique des exploitations a connu des évolutions irrégulières. Il est aujourd'hui de 25 000 € en moyenne par exploitation. Près de 40 % de ce résultat proviennent d'aides (100% pour les céréaliers, 140 % pour la viande bovine). Cette moyenne de résultat cache des disparités très importantes (de 1 à 4). Viticulture de qualité, élevages hors-sols et grandes cultures sont les orientations les plus rentables, bovins et ovins viande étant les moins rémunératrices.

Ces changements spectaculaires et voulus par le développement agricole ont aussi engendré des effets qui correspondent de moins en moins à ce qu'il est convenu d'appeler justement...développement.

2 - Les effets induits : Concentration, spécialisation et intensification, ...

Ces chiffres globaux cachent en fait des disparités très importantes, fruit d'une évolution inégale en l'espace de 50 ans. Premier phénomène observable : la concentration des exploitations. La très forte diminution observée depuis 50 ans (il y avait 2.3 millions d'entreprises de 14 ha en moyenne en 1955 contre 650 000 d'environ 42 ha aujourd'hui) se traduit par un accroissement de la taille de celles qui restent. Un tiers des exploitations a aujourd'hui plus de 50 ha de terres, alors que cette catégorie ne représentait que 4 % en 1955. D'un autre côté, un peu moins de 30 % a moins de 5 ha.

Autre élément explicatif des changements visibles : la simplification et l'intensification des systèmes de production. L'accroissement de la taille des exploitations s'est souvent accompagné d'un recentrage de l'activité sur une production principale, avec l'adoption d'un mode de production plus intense. On parle de système de production pour qualifier la combinaison de cultures et d'élevage utilisant des méthodes spécifiques au niveau d'une exploitation. Les spécialistes parlent également d'orientation technico-économique des exploitations (O.T.E.X.) pour classer les exploitations agricoles selon leur production dominante. Il est possible de distinguer des systèmes d'élevage et des systèmes de culture. Six ou sept systèmes suffisent aujourd'hui pour décrire globalement l'agriculture française (cf carte).

... spécialisation régionale

S'appuyant sur les facteurs favorables de leurs terroirs, les exploitations ont depuis longtemps orienté leur activité selon leur localisation : céréales et cultures industrielles (betterave, colza) dans le bassin parisien (terres fertiles), élevage bovin (lait et viande) sur les herbages de l'Ouest, ovin en zone montagneuse, viticulture, arboriculture et horticulture dans le Sud Ouest et le Midi ou le Val de Loire. Cette spécialisation a été renforcée par la politique agricole et la modernisation qu'elle a entraînée (cf. plus loin). Elle a même permis l'apparition de spécialisations régionales ne reposant plus sur des facteurs naturels, mais sur des facteurs structurels : dynamisme des agriculteurs et de leur encadrement local, infrastructures de transformation. D'où l'apparition d'élevages hors-sol (production de porcs ; bovins viande ou de volailles sans surfaces produisant leur nourriture) près des ports d'importation d'aliments en Bretagne, de céréaliculture en Champagne, de culture de maïs fourrager au nord de la Loire permettant l'élevage,... Les régions sans facteurs favorables, ni naturels ni structurels se sont donc retrouvées marginalisées (zones de montagne notamment).

122 - le revers de la médaille du productivisme

Dès les années 70 cependant, et de façon croissante jusqu'à aujourd'hui, les critiques de ce modèle de développement agricole « productiviste » vont se multiplier. La focalisation sur le rôle économique de l'entreprise agricole a déformé celui-ci et en a occulté d'autres. Emanant du monde agricole lui-même ou des consommateurs, ces critiques dominent aujourd'hui le débat sur l'agriculture.

1 - le faux sens environnemental : l'agriculture détruit la nature

Sur le plan écologique, les méthodes de production industrielles finissent par faire douter de leur rationalité et de leur intérêt à cause de ce qu'elles ont créé d'artificiel et de néfaste. Les abus (veaux et poulets "aux hormones", farines animales données comme alimentation aux animaux herbivores, poudre de lait reconstitué nourrissant les veaux, alimentation animale achetée plutôt que produite sur l'exploitation, traitements phytosanitaires et fertilisations exagérés,...) comme les récents développements autour de la "vache folle" ou des Organismes génétiquement modifiés (O.G.M.) renforcent cette idée de fuite en avant pas suffisamment maîtrisée. Les pollutions agricoles des eaux, de l'air, la dégradation des sols dans certaines régions attestent également des méfaits de l'industrialisation de l'agriculture

Sans compter les aspects encore plus visibles. Les modifications profondes de l'occupation de l'espace rural ont fait apparaître des régions surexploitées (Bretagne et productions animales, Bassin parisien et céréales,...) alors que d'autres se vident de leur agriculture (Centre de la France, zones de montagne). Pendant que la production augmente, le nombre d'agriculteurs ne cesse de diminuer, créant des déserts ruraux.

Par les déséquilibres créés, on redécouvre alors que l'agriculture n'a pas qu'une fonction de production de nourriture ; on s'aperçoit qu'elle devrait aussi remplir d'autres fonctions « territoriales » : occupation d'espace et de main d'œuvre, mise en valeur de paysages, préservation d'équilibres écologiques. Or ces fonctions ont été, jusqu'à présent, pratiquement ignorées par la politique agricole.

2 - Le faux sens économique : l'agriculture coûte trop cher

Sur le plan économique, les critiques sont aussi nombreuses. La politique agricole (française et Européenne) coûte cher, en raison des prix garantis aux producteurs (jusqu'en 1992) ou des aides compensatoires versées depuis (la P.A.C. coûte environ 40 milliards d'Euros par an). Les excédents agricoles, fruits des mécanismes de garanties de prix, sont stockés à un coût important (on a parlé de montagnes de beurre, de poudre de lait, de viande bovine,...). Les excédents exportés hors de l'Europe sont subventionnés (le prix européen étant supérieur au prix mondial, la P.A.C. verse une restitution couvrant la différence à l'exportateur) et coûtent aussi énormément. Toutes ces aides sont contestées au niveau international dans les négociations sur la réglementation des échanges (Organisation mondiale du commerce, O.M.C.), principalement par les nord-américains, mais aussi par les pays du Sud, en raison de la concurrence déloyale que provoquent les politiques de soutien des prix.

Economiquement, l'agriculture est donc sur la sellette. Le coût de la sécurité d'approvisionnement alimentaire est remis en cause. L'inégale répartition des aides (20 % des exploitations reçoivent 55 % des aides, soit 47 000 € par exploitation et par an), l'encouragement des grandes exploitations plus que des petites (les aides ne sont pas limitées selon la taille de l'exploitation) renforce la remise en cause. La surproduction engendrée par la P.A.C. aussi : les excédents sont parfois détruits, donnant une image de gaspillage incontestable. On sait pourtant qu'utiliser ces excédents pour vaincre la faim dans le monde engendre encore davantage de problèmes et n'est donc ni une solution à la surproduction, ni une voie pour résoudre le problème de la faim.

3 - Le faux sens d'orientation politique : nourrir et/ou exporter

Alors qu'elle n'a pas été mise en avant lors du lancement de la P.A.C., la fonction exportatrice de l'agriculture est devenue au fil des années une pierre d'achoppement et une source de confusion.

Pierre d'achoppement car elle a, en grandissant, mis en porte à faux la P.A.C. Alors que le modèle agricole européen avait visé à l'autosuffisance avant tout, voilà qu'on le justifiait alors pour fournir le marché mondial. Ce qui a fatalement entraîné des contradictions successives : il faut continuer à produire pour résorber la famine dans les pays déficitaires (idée des années 70 qui hormis l'aide alimentaire, a heureusement fait long feu) ; il faut continuer à produire même si le prix intérieur est très supérieur au prix du marché mondial (qui n'est souvent qu'un prix de surplus) ; ce système est donc très coûteux pour l'Europe (idée qui bute sur le coût exorbitant que cela entraîne) ; il faut continuer à produire pour le marché mondial tout en se protégeant des importations (idée qui est contraire aux règles de l'OMC).

A ces contradictions qui ont amené la P.A.C. à se réformer, s'ajoute la source de confusion qu'a introduite l'idée que l'on pouvait avoir à la fois une agriculture vivrière et exportatrice avec une même logique de développement agricole. Cette idée semble mettre sur le même plan ces deux objectifs assignables à l'agriculture : garantir l'approvisionnement alimentaire intérieur (tout en intégrant des fonctions environnementales et socio-territoriales) et concurrencer les produits agricoles des autres pays sur le marché mondial. Ce qui est totalement illusoire. Les faux sens écologique et économique l'attestent. Pour n'avoir pas suffisamment clairement souligné et pris en compte ces contradictions, les politiques agricoles nationale et européenne ont encouragé l'émergence des faux sens.

123 – L'évolution de la demande sociale éclaire les travers du modèle

Le changement de statut de l'agriculture dans la société explique aussi en partie la situation actuelle.

1 - Perte de liens et suspensions

D'abord, le lien étroit entre l'agriculture et le reste de la société s'est estompé.

Première rupture, entre l'agriculture et le milieu naturel (sol, eau, air). La production est aujourd'hui souvent déconnectée du territoire (pourtant, le paysan à l'origine est celui qui habite le "pays" et donc façonne le paysage). Au niveau d'une exploitation comme au niveau d'une région, le végétal ou l'animal produit ne sont plus nécessairement reliés au milieu naturel. Ils dépendent davantage des techniques de production employées, des infrastructures présentes, des prix offerts... Seconde rupture, entre l'agriculture et le temps. La saisonnalité des produits a tendance à disparaître avec les techniques de production et les filières. Le consommateur ne connaît plus l'origine des produits qu'il consomme, voire ne s'en préoccupe plus ; il ne sait plus "quand" ils devraient être "normalement" sur le marché. L'agriculteur ne défend plus « son » produit, lié à « son terroir ».

Troisième rupture, entre l'agriculture et l'alimentation. Avec notre mode de consommation et nos habitudes alimentaires, peu d'entre nous savent encore relier la matière première agricole aux aliments consommés. Comme le souligne E. Pisani (2004), l'agriculteur produit davantage aujourd'hui des produits agricoles que des produits alimentaires. Pourtant, des signes officiels de qualité existent bien (les appellations d'origine contrôlée, A.O.C., les Labels rouges, les Indications géographiques de provenance, I.G.P., le logo Agriculture biologique, A.B.) pour garantir l'origine ou le mode de production des produits. Les normes

de certification sanitaire ne cessent de s'accroître dans les I.A.A. C'est pourtant la méconnaissance qui domine aujourd'hui chez les consommateurs. Elle se traduit vite en suspicion généralisée dès que survient un problème dans la chaîne alimentaire.

Cette perte de lien, qui provoque une absence de repères pour les consommateurs et une crise d'identité chez les agriculteurs, explique en partie l'incompréhension croissante entre l'agriculture et la société. Elle a été renforcée par le mode de co-gestion de l'agriculture depuis les années 60. Les discussions autour de l'agriculture et ses orientations sont réservées au monde professionnel et aux décideurs politiques (eux-mêmes souvent issus de ce monde agricole). L'agriculture a donc échappé aux citoyens, malgré leur attachement sentimental (et du coup naïf) aux valeurs présupposées de ce monde, comme en témoigne l'afflux record au salon de l'agriculture, à Paris, tous les ans.

2 - L'urbanisation crée de nouvelles attentes

Deuxième dynamique renforçant les critiques, le changement de mode de vie de notre société. La modernisation agricole (mais aussi industrielle) a bouleversé notre organisation sociale et spatiale. Près de 80 % des français vivent aujourd'hui en milieu urbain. La population active agricole est très faible. Même en milieu rural, les agriculteurs sont devenus minoritaires (à peine le quart des ruraux). Les attentes vis à vis du milieu naturel ont donc changé. La montée des préoccupations environnementales illustre ce changement.

L'espace rural n'est plus seulement le lieu de production agricole, c'est aussi devenu un espace prisé pour le tourisme, les loisirs, la recherche d'une qualité de vie absente en ville. D'où des exigences nouvelles pour l'agriculture. Les fonctions environnementales de l'agriculture concernent bien sûr la limitation des pollutions, mais elles touchent également à l'entretien des paysages et à la préservation de la biodiversité, comme à l'équilibre des activités et des personnes sur le territoire. Elles renvoient même à des questions éthiques (principe de précaution lorsqu'on aborde des domaines technologiques inconnus, comme les O.G.M. ou les hormones de croissance, règles de bien-être animal pour limiter les abus des élevages intensifs,...).

L'agriculture, principale utilisatrice de l'espace n'échappe donc pas à la critique, et a d'autant de mal à se défendre qu'elle est méconnue du plus grand nombre aujourd'hui. En son sein même, des voix se sont déjà élevées pour remettre en cause le productivisme (syndicats agricoles minoritaires, comme la Confédération paysanne, ou mouvements agrobiologistes).

De pourvoyeuse de nourriture abondante et à bas prix, l'agriculture est donc progressivement devenue source de pollutions, destructrice de territoire et d'emplois, productrice de qualité suspecte, coûteuse pour le citoyen et contestée au niveau international. De quoi accrédi-ter l'idée que le terme de développement agricole a alors revêtu beaucoup de faux sens.

Les dérives que nous venons d'observer apparaissent comme étant de plus en plus associées à un processus de perte de la maîtrise du sens du développement agricole. Cette perte de maîtrise peut-être, quant à elle, reliée à un manque de réactivité à un contexte changeant ou plutôt à une mauvaise réactivité. Car réactivité il y a, mais elle se traduit par l'idée (et sa mise en œuvre), que du processus de mondialisation sortira les solutions capables de résoudre les problèmes fondamentaux pour les sociétés vivant sur la planète. Le marché mondial devient alors l'outil pour atteindre au bien être mondial. De cette conviction va alors naître des contresens quant à ce que devrait être le développement agricole.

2 - Le vrai faux changement : s'enfermer dans les contresens

En effet, trois contresens peuvent être perçus : d'un point de vue économique le contresens réside dans la confusion entre le développement agricole et le développement des marchés agricoles qui seuls seraient souverains pour décider du mode de répartition de la ressource agricole, de la quantité et de la qualité des produits agricoles à l'échelle mondiale. Du point de vue des acteurs, le contresens naîtrait de l'acceptation que le développement agricole puisse se faire sans agriculteurs voire contre les agriculteurs. Du point de vue global, le contresens résiderait alors dans le reniement de la dimension territoriale de l'agriculture.

21- La confusion entre le développement agricole et le développement des marchés agricoles

Les dérives des politiques de développement agricole se sont traduites par leur condamnation par les organisations internationales. Notamment, l'irrespect des règles du commerce international édictées en 1946 et de façon corrélée les effets sur les capacités de développement d'un certain nombre de pays, ont été mis à l'index. La libéralisation tout en résolvant le problème de la loyauté dans l'échange devient alors la solution au double problème, d'assurance de sécurité alimentaire et de capacité des pays en voie de développement à se développer. Cette conception qui relie le bien être des nations et l'échange international, tend à assimiler développement agricole et développement des marchés agricoles, réduisant ainsi le sens du développement agricole.

211- La vision mondialiste du développement agricole : le marché garant du bien être mondial

La théorie libérale explique que l'approvisionnement en biens alimentaires peut être assuré pour l'ensemble de la planète et que les écarts entre pays seront résolus par le biais du développement des échanges.

1 - Le développement des marchés agricoles comme garant de la sécurité alimentaire

Il s'agit là d'une vision mondialiste de la sécurité alimentaire (Banque mondiale). Celle-ci s'oppose à une vision plus « nationaliste » (FAO par exemple) des questions de sécurité alimentaire qui met en avant les risques induits par la concentration possible de la production mondiale dans les mains d'un petit nombre de pays.

La vision mondialiste explique alors que ce risque est faible et ce pour deux raisons (A. Bouët, 2001): le rationnement d'un produit agricole fait monter rapidement son prix mondial (effet de King) et donc à moyen terme, la production des pays qui concentrent cette production doit augmenter. De plus la demande peut se tourner vers des produits de substitution produits par d'autres pays ou par eux-mêmes. Dès lors ces pays n'ont pas grand intérêt à réduire leur offre du moins de façon durable.

La thèse libérale ne s'arrête pas aux seules considérations d'ordre quantitatif de la sécurité alimentaire. Elle montre également que le marché est apte à assurer la qualité et l'innocuité des produits agricoles et alimentaires (Estelle Gozlan, Stephan Marette, 2000). Le processus de spécialisation favorise la baisse des coûts de production, incitant les entreprises à s'investir dans la qualité et ce d'autant plus que le consommateur, face à un choix plus ouvert, se tournera vers les produits les plus qualitatifs et que la diffusion de la technologie s'accroîtra avec la libéralisation.

2 - Développer les échanges agricoles : la garantie d'un équilibre mondial

La thèse libérale affirme que le développement des pays « pauvres » et le bien être général de chaque nation passeront par la libéralisation des marchés agricoles.

En premier lieu, la thèse libérale démontre la plus grande efficacité du marché en matière de stabilité des prix, pour des produits dont on sait les prix très instables. De plus, le coût de cette instabilité est grande pour les pays pauvres. Or les politiques des pays riches accroissent cette instabilité en ne mettant sur le marché mondial que des excédents dont la quantité dépend de l'état de leur marché intérieur. Orienter la production vers le marché mondial est alors une garantie de moindre volatilité des prix.

En second lieu, la théorie libérale affirme que la liberté dans les échanges assure non seulement une répartition équitable des productions (processus de spécialisation), une réduction des prix pour tous permettant ainsi d'importer aisément ce que l'on ne produit pas et assurant au consommateur un accès aux produits moins cher, et donc un revenu égal pour l'ensemble des partenaires.

Enfin, la théorie libérale démontre que la liberté dans les échanges permet d'égaliser le prix des facteurs de production, pourtant répartis inégalement sur le territoire mondial (théorème H.O.S). Ils assurent ainsi la réduction des écarts à l'échelle mondiale en permettant à des pays d'amorcer des stratégies de développement économique.

212- Le développement des marchés agricoles ne saurait garantir le développement de chaque société

La vision libérale de la sécurité alimentaire, est une vision globalisante qui se heurte à la diversité des situations. Il en résulte que l'idée qui consiste à considérer que le développement agricole serait réductible au développement des marchés agricoles est limitée.

1 - Le développement des marchés agricoles ne garantit pas le rétablissement des équilibres internationaux.

En premier lieu, le risque de concentration de la production agricole dans quelques pays producteurs est un risque réel. Les pays du groupe de Cairns¹³ sont dans ce jeu, par exemple, mieux placés que les européens voire les nord-américains, en raison de leur forte capacité exportatrice et ce, en l'absence d'un soutien poussé de leur agriculture. Un fort niveau de concentration de la production agricole mondiale affaiblit les possibilités de substitution, considérées, par la théorie comme facteur d'éviction d'un risque (A. BOUËT, 2001). L'affaiblissement possible du pouvoir de substitution met à mal l'idée d'une amélioration de la situation des pays en développement qui resteront dépendants pour certains d'entre eux de l'aide alimentaire ainsi que celle d'une meilleure capacité du marché à assurer la qualité et l'innocuité des produits. En effet, en situation de forte concentration de la production, on peut imaginer que les entreprises décident d'un niveau de qualité qui n'est pas jugé socialement acceptable, sans que la demande sociale puisse pour autant influencer sur celle-ci en raison de la faible capacité de substitution induite.

En deuxième lieu, les marchés agricoles sont soumis à des fluctuations de quantités liées à des aléas non maîtrisables qui génèrent de fortes fluctuations de prix des productions et rend ainsi difficile l'assurance d'une égalisation des prix agricoles à l'échelle mondiale.

¹³ Ce groupe est constitué de 18 pays dont l'Australie et la nouvelle Zélande et intègre des pays en voie de développement ou émergents, tous exportateurs de produits agricoles et revendiquant la libéralisation des échanges internationaux

De plus, si d'un coté, la théorie libérale renie l'idée « d'un intérêt économique au rationnement », elle néglige l'idée d'un intérêt *politique* au rationnement. Les exemples, très nombreux dans le passé (que l'on songe à la famine "organisée" au Biafra), existent encore aujourd'hui (blocus de Cuba).

Si les échanges contribuent à favoriser la croissance certains travaux empiriques¹⁴ émettent des doutes non seulement sur la systématique du processus mais aussi sur sa capacité à constituer une stratégie de développement. L'expérience démontre que les échanges génèrent de la croissance lorsqu'ils sont associés à l'existence d'une production domestique et d'une demande interne solide, sans quoi il y a un risque de dépendance par rapport aux marchés extérieurs plus volatiles que les marchés intérieurs.

2 - Le développement des marchés agricoles réduit la notion et les enjeux de la sécurité alimentaire

Si la question de la sécurité alimentaire renvoie bien à la question de la satisfaction d'un besoin essentiel pour l'homme, elle ne peut en effet se concevoir en dehors d'une prise en compte de la diversité de ce besoin. Cette diversité retranscrite dans la nouvelle définition de la sécurité alimentaire de la F.A.O (1996) au travers des notions de « besoins énergétiques et préférences alimentaires des êtres humains »¹⁵ n'est pas "garantissable" par le seul jeu du marché. Sous le prétexte de leur faible rentabilité, des milliers de variétés culturales ont été abandonnées par la production (40 000 espèces végétales disparaîtront d'ici 2050 selon la FAO). On voit alors mal comment le marché pourrait stopper voire retourner la situation.

La logique du marché génère un risque d'uniformisation des modes de consommation alimentaire pouvant mettre en péril les besoins fondamentaux de certaines populations. La dimension vivrière de l'agriculture ne peut alors complètement être évacuée du débat alors même que l'on constate sa raréfaction (Selon la FAO, on a assisté à une réduction de 60% de la culture vivrière par habitant entre 1988 et 1993 dans le monde). La focalisation de certaines économies (Amérique Latine notamment) sur des cultures exportatrices à forte rentabilité s'est souvent accompagnée de problèmes d'approvisionnement internes compensés par une importation massive de produits alimentaires et de problèmes économiques et sociaux importants (destruction des cultures vivrières qui répondaient aux besoins des populations locales). Dans les enjeux de la sécurité alimentaire, les besoins des populations locales sont en effet en jeu et la capacité du marché pour répondre à ceux-ci n'est pas vraiment garantie.¹⁶

De la question économique se déduit la question des acteurs. Dans une logique qui met en avant le marché quelle place est accordée aux agriculteurs ? Il ne saurait en effet y avoir de développement agricole sans prise en considération des acteurs qui sont au cœur de ces processus.

¹⁴ VOITURIEZ (T.), (2002) - « Commerce agricole : l'idée de libre-échange a-t-elle vécu? », in Demeter 2002, Nouveaux enjeux pour l'agriculture, Armand Colin, Paris, pp. 9-52.

¹⁵ La Banque Mondiale a défini la sécurité alimentaire (1986) comme "l'accès de tous les individus, à tous les moments, à suffisamment de nourriture pour mener une vie saine et active". En 1996, la FAO a intégré d'autres dimensions : " la sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active".

¹⁶ Colloque SFER, « libéralisation des échanges agricoles et sécurité alimentaire dans les pays en développement ».

22- Le développement agricole sans agriculteurs ou contre les agriculteurs

La "lecture" que nous faisons du développement agricole ne saurait passer à côté de la question de la prise en compte des acteurs. Le projet qui se trame notamment derrière les préconisations de l'OMC, laisse sous silence la place et le rôle de l'agriculteur. Or cette question est essentielle dans un débat sur le développement agricole. Faire du développement agricole c'est aussi faire du développement à destination des agriculteurs : c'est améliorer leur place, leur identité, leur représentativité dans nos sociétés ; c'est améliorer leurs conditions de vie et assurer leur maintien. La capacité du projet actuel à répondre à ces exigences est loin d'être assurée.

221- Le développement agricole doit maintenir du sens au lien agriculture /agriculteurs

Si l'absence de réactivité aux effets du développement agricole a fait perdre du lien entre l'agriculteur et l'agriculture, le projet en œuvre aujourd'hui pour l'agriculture n'est pas, a priori, un projet meilleur pour le monde agricole.

1 - Un projet qui tend à accroître la distension du lien agriculteurs/agriculture

Dans une logique mondialisante, c'est moins l'agriculteur qui est mis en avant que les grandes sociétés de négoce qui commercialisent l'essentiel des produits agricoles (aujourd'hui, une trentaine de sociétés de négoce dominant le marché mondial des produits agricoles (par exemple, Cargill)). L'agriculteur est alors confronté à un marché oligopsonistique dans lequel son pouvoir de négociation est relativement faible. Dès lors, soit les stratégies de concentration /intégration lui seront profitables, soit, quand il le pourra les stratégies de différenciation (qualité, origine, label...) lui permettront de conserver une certaine autonomie. Mais au final, seul le marché sera sélectif. Tous ceux qui ne pourront pas entrer dans l'une de ces deux stratégies ne pourront résister au mouvement. Ou bien les agriculteurs continueront à perdre non seulement la maîtrise de leur produit en s'intégrant à de grandes firmes de l'industrie agro-alimentaire oeuvrant à l'échelle mondiale, s'assurant ainsi de leurs débouchés mais perdant d'autant plus dans la répartition de la valeur ajoutée (ce processus en largement enclenché aujourd'hui) ; ou bien ils privilégieront la coopération s'assurant ainsi la conservation de la maîtrise du produit mais devant œuvrer durement dans une démarche collective pour s'assurer de l'accès aux marchés mondiaux (rares sont les coopératives qui ont une position confortables sur le marché mondial (2 seulement en France).

Dès lors la crainte est grande de voir s'accroître, via la stratégie de marché, un processus qui a, peu à peu, fait perdre du sens au modèle de développement agricole mis en œuvre, après la deuxième guerre mondiale, en France et en Europe.

2 - Un projet qui tend à accentuer la disparition d'une partie du monde agricole

Le nombre de personnes travaillant dans l'agriculture, agriculteurs compris, a pu en son temps être considéré comme une limite au développement agricole¹⁷. Dans le monde on compte aujourd'hui 1,3 milliard de personnes travaillant dans l'agriculture et bien que ce nombre diminue régulièrement dans les pays développés, il augmente au niveau mondial.

¹⁷ La politique des structures de 60-62 en France

Dans les économies dites développées, le nombre des agriculteurs n'a cessé de diminuer au prix d'une restructuration de l'agriculture de ces économies, entraînant une perte de poids social considérable dans ces sociétés (2 à 4% des populations actives de ces économies) tandis que dans les économies en développement, cette population représente parfois jusqu'à 80% de la population active.

L'orientation de l'agriculture vers les marchés mondiaux pose ainsi les questions de la poursuite de "l'hémorragie" dans les pays développés et celle de l'apparition de ce même phénomène dans les économies en développement. Est-il souhaitable que les agriculteurs disparaissent ici, diminuent là ? Si le nombre d'agriculteurs n'est pas un déterminant des quantités qui seront produites (le développement agricole dans les économies développées a démontré l'inverse), il est un déterminant de la place accordée à l'agriculture à la fois d'un point de vue social et d'un point de vue spatial puisque du nombre d'agriculteurs découle la quantité d'espace qui sera consacrée à l'activité agricole (le développement agricole des économies développées s'est partout traduit par une réduction de l'espace agricole).

La diminution du nombre d'agriculteurs participe de fait à l'amenuisement du lien agriculteur/agriculture en véhiculant l'idée, prouvée, qu'il est possible de faire de l'agriculture avec peu d'agriculteurs.

222- Le développement agricole doit redonner du sens au lien agriculteur/société

Si l'on craint l'accentuation de la rupture du lien entre les agriculteurs et l'agriculture au travers de la tendance continue à l'intégration de l'agriculture dans des logiques de marché, il faut voir dans ces mouvements un risque associé d'accentuation de la distension du lien entre l'agriculture et le reste de la société.

1 - Le nombre d'agriculteurs : un déterminant de la représentation sociale du monde agricole

Une réduction importante du nombre d'agriculteurs tend à accroître la rupture avec le reste de la société en les rendant minoritaires dans une société qui deviendra de fait de plus en plus urbaine et de plus en plus tertiaire. L'Europe et la France ont été d'excellents exemples : quelle légitimité peut-on accorder à l'attention portée à un monde en extinction ? En l'absence de plus en plus marquée d'une quelconque représentativité, qui défendra un certain nombre de valeurs pourtant portées par le monde agricole ?

Dans les économies développées, le nombre d'agriculteurs se réduisant, les valeurs et l'identité du monde agricole disparaissent au fur et à mesure que la société urbaine investit le vide ainsi créé. Les conflits d'usage de l'espace s'accroissent et dans un jeu où le dominant devient le dominé les solutions sont rarement profitables à ce dernier. L'on constate alors que l'agriculture et les agriculteurs sont parfois confinés au rang de « patrimoine », de garants du maintien de la mémoire collective, qu'il faut mettre en valeur dans le cadre de politiques touristiques, ou de politiques globales de mise en valeur d'un héritage dans certaines zones où justement ils se raréfient (N. BERTRAND, C-A DOUILLET, A. FAURE, 2003). Est-ce cela qu'il est souhaitable d'organiser pour l'agriculture ? De plus il faut s'interroger sur le devenir de ces agriculteurs qui seront « rejetés » par le modèle. La société urbaine et industrielle sera-t-elle capable d'absorber ce surplus de personnes ? Cette question est d'autant plus cruciale qu'elle se posera dans des économies où la population agricole représente jusqu'à parfois 80% de la population active.

2 - L'identité de l'agriculteur : un vecteur de l'identité de l'agriculture au sein de la société

Le métier d'agriculteur a été beaucoup "bouleversé" dans les sociétés développées. Du paysan au pollueur en passant par le « chasseur de primes », peu d'images négatives lui ont été épargnées. Dès lors que l'agriculture deviendra une activité orientée définitivement vers les marchés, celle du « marchand », du « commerçant » pour ne pas dire du « commercial » devront-elles lui être "accolées" ?

Dans les logiques en œuvre, ou en projet aujourd'hui (réforme de la PAC), il faut s'attendre à ce que l'agriculteur doive faire face à un changement profond de son métier et donc de son identité. La question de la maîtrise d'un certain pouvoir sur le marché ne peut passer que par une grande capacité à négocier, à réagir aux changements du marché. Sa maîtrise technique des cycles biologiques, sa connaissance, même empirique de son environnement social ne lui suffiront plus à maîtriser la volatilité de marchés parfois très spéculatifs. Dès lors comme nous l'avons dit précédemment ou bien cela conduira à renforcer un processus d'intégration déjà à l'œuvre en agriculture au sein de grandes industries agro-alimentaires, lui faisant perdre d'autant la maîtrise de sa production et donc de son métier, ou bien cela conduira à la modification de son propre métier pour l'orienter vers un contenu plus commercial, plus gestionnaire. Dans le premier cas, cela renvoie à une image décalée de ce qu'est l'agriculture. Alors que la société lui associe « une imagerie traditionnelle et bucolique »¹⁸, elle la voit réellement en décalage avec cette image et de fait la comprend mal et adhère peu à ces pratiques. Dans le second cas, cela pose la question du devenir des valeurs du métier d'agriculteur.

Comment alors ne pas entrevoir l'accentuation du processus « d'éloignement de l'ordre éternel des champs » ainsi que l'appelle Edgar PISANI (2004).

De la question des acteurs se déduisent des questions plus globales impliquant les territoires. Le développement agricole ne peut négliger la dimension territoriale de l'agriculture.

23- Le développement agricole sans territoires

L'invocation de la libéralisation des échanges agricoles comme porte de sortie aux modèles jusqu'alors mis en place, occulte la question du rôle structurant de l'agriculture dans les territoires. A cela les tenants du libéralisme pourraient bien répondre que les effets de ce dernier ne seraient pas pires que ceux qui ont été promus par le biais de politiques interventionnistes. Pour autant, si l'on veut débattre du développement agricole, il est bien nécessaire de s'interroger sur sa capacité à satisfaire des besoins collectifs territorialisés. Quel serait le sens d'un développement agricole qui éloigne l'agriculture de préoccupations globales telles que l'environnement et l'aménagement du territoire ? Or l'approche vers laquelle glisse peu à peu l'agriculture apparaît peu apte à réconcilier l'agriculture avec ces missions.

¹⁸ Enquête sur l'imaginaire de l'agriculture », sondage BVA/Université d'été de l'innovation rurale, 11,12 juillet 2003

231- Le développement agricole doit redonner du sens au lien agriculture /territoire

L'idée d'une agriculture mondiale capable de régler les questions de développement économique autant que celle de la sécurité alimentaire à l'échelle planétaire, renforce l'image d'une agriculture tellement "moderne" qu'elle serait a-territoriale. Cette a-territorialité de la question agricole occulte les coûts et les risques associés à cette utopie¹⁹.

1 - Une logique qui prône le nomadisme comme facteur d'efficacité

La compétitivité internationale induite par la logique de marché conduit à faire valoir des modèles de production dont la performance est moins liée aux qualités intrinsèques du sol, aux ressources spécifiques des territoires qu'à la capacité de maîtriser, via la technique, la génétique, la technologie, des niveaux de production aptes à générer des économies d'échelle dont, par nature, l'activité agricole est peu pourvue.

De même qu'elle privilégie des stratégies qui pourront se défaire de l'ancrage territorial en faisant la promotion du nomadisme et de la délocalisation. La maîtrise des coûts de production sera alors obtenue par la capacité à déplacer les zones de production vers des régions où un certain nombre de charges sont moins importantes (coût du travail, par exemple). Le processus est d'ores et déjà enclenché (B. HERVIEU, E. PISANI, 1996) mais le renforcement de la logique par la libéralisation internationale de l'agriculture ne pourra qu'accentuer le processus. La concentration spatiale ne pourra alors que s'accroître et partant ses effets déstabilisants sur les territoires ainsi laissés en friche.

L'agriculture, ainsi conçue, n'est plus créatrice ni même révélatrice d'actifs spécifiques. Elle peut produire partout, sur des logiques identiques, au moindre coût des facteurs, mais sans mise en valeur particulière du territoire.

2 - Les coûts associés et les risques environnementaux

Il semble difficile de voir comment les agricultures, mises en face de l'obligation d'être compétitives mondialement, pourraient de fait se montrer plus "vertueuses" sur les questions environnementales. Le risque semble d'autant plus important que l'intensification de la production s'avère inéluctable dans des pays qui, pour l'instant, n'avaient pas amorcé ce type de stratégie. Or dans un certain nombre de régions l'intensification de la production va être rendue difficile par des disponibilités limitées d'eau douce. D'un côté on peut y voir l'opportunité de développer une intensification raisonnée, de l'autre on peut y voir un risque accru pour l'environnement.

Par ailleurs, la logique de marché n'est pas apte à rémunérer des pratiques plus environnementales en l'absence d'une reconnaissance officielle de celles-ci et donc de normes. La théorie économique ne prévoit que la taxation (principe pollueur-payeur) comme moyen de contrer les effets externes générés par la compétitivité. Or ce principe ne fait pas aujourd'hui preuve d'une grande efficacité en matière de réduction des pratiques peu respectueuses de l'environnement.

La désertification, les friches agricoles induites, le renforcement de pratiques prédatrices vis à vis de l'environnement, génèrent alors des coûts économiques et sociaux

¹⁹ u-topie signifie d'ailleurs, étymologiquement parlant, "sans lieu", "sans enracinement dans le territoire, donc "sans inscription possible dans la réalité"

(santé publique, maintien de services publics...) qui ne peuvent rester en dehors de la question du développement agricole.

232- Le développement agricole doit redonner du sens au lien agriculture/développement rural

Parmi les questions territoriales dans lesquelles est impliqué le développement agricole, celle du développement rural ne peut être passée sous silence. L'agriculture, bien qu'en recul dans ces espaces y reste une activité majeure. L'agriculture en occupant aujourd'hui 37% de l'espace mondial (56% du territoire français), ne peut être envisagée en dehors de réflexions sur le devenir des territoires, de leur organisation et de leur consistance.

1 - Une logique qui renie le lien agriculture / développement rural

Le projet dans lequel s'insère l'agriculture aujourd'hui semble laisser peu d'espoir quant au retournement de situation possible concernant la relation agriculture / espaces ruraux.

Ceux-ci peu à peu délaissés par l'activité agricole, ne trouveraient un nouveau souffle selon bon nombre de spécialistes que dans d'autres activités aptes à pallier les défaillances de la présence d'agriculture. Celle-ci, qui permettait traditionnellement d'exporter des biens et ainsi générait des revenus essentiels à ces espaces, ne serait plus alors au cœur du processus du développement de ces derniers. D'autres activités joueront ce rôle : les activités récréatives et résidentielles (B. SCMITT 1996). Les premières permettent d'importer des revenus de populations temporaires, les secondes d'importer des populations, palliant ainsi les pertes financières inhérentes au déclin agricole. Ce développement possible reposerait ainsi moins sur les caractéristiques productives des espaces ruraux (dotations en facteurs spécifiques, système productif spécialisé) que sur l'intensité des interactions spatiales, souvent liées à la résidence ou à la consommation.

Ce modèle participe de l'acceptation collective de la disparition progressive de l'agriculture dans un certain nombre de territoires. Or, si l'agriculture perd peu à peu du poids dans l'espace rural notamment de nos sociétés développées, il n'en reste pas moins qu'elle contribue à son développement.

2 - L'agriculture : une activité au cœur des questions de développement des espaces ruraux.

Le raccourci serait bien trop rapide qui tendrait à considérer l'agriculture comme n'étant plus une activité clé du développement des espaces ruraux.

En premier lieu, rappelons que le développement de l'agriculture a joué en faveur du développement des espaces ruraux. Les infrastructures mises au service du développement agricole dans les années soixante ont joué un rôle important dans le désenclavement d'une bonne partie de la société rurale (voies de communication, réseaux électriques et hydrauliques, infrastructures scolaires...). Certes le développement agricole a également généré des effets pervers mais François Perroux lui-même admettait que le développement comme la croissance est "déséquilibré", comme la marche serait une "série de chutes rattrapées"..

En deuxième lieu, l'agriculture représente encore presque 20% des emplois ruraux dans un pays comme la France où pourtant le nombre d'agriculteurs n'a cessé de s'effriter. On ne peut alors s'empêcher de s'interroger sur le devenir de ces emplois dans un scénario de disparition progressive de ces emplois. Ces activités récréatives et résidentielles pourront-elles compenser ce manque à gagner du point de vue de développement rural ? La vision idyllique soutenue par l'idée d'activités aptes à remplacer l'effacement progressif de l'agriculture, est alors mise à mal par deux types d'arguments. D'abord, les activités récréatives pourront-elles se développer partout où l'agriculture perdra du poids ? Le développement touristique des zones rurales n'est pas généralisable voire même est facteur d'éviction du processus de développement d'autres zones. Le développement du tourisme ne saurait être de fait une solution aux problèmes posés par la désaffectation de l'agriculture. Ensuite, les activités touristiques ne vont pas sans poser des problèmes d'ordres paysager et environnemental. De fait la disparition de l'activité agricole et son remplacement par d'autres activités n'est pas un gage de « meilleur » développement rural.

Dans tous les cas, la résolution du problème agricole en milieu rural ne peut être évacué par son seul remplacement par de l'activité touristique ou résidentielle. En la matière les problèmes de conflits d'usage de l'espace entre ces différentes activités et entre les agriculteurs et les consommateurs de ces autres activités ne peut être occulté du débat sur le développement agricole.

Dans les années d'après guerre, le modèle de développement agricole choisi en France, cohérent avec les orientations européennes, a eu pour résultat une amélioration des conditions de vie de la population, à commencer par la fraction de celle-ci, importante en proportion, qui vivait directement de l'agriculture à cette époque. Le monde rural rejoignait ainsi la société toute entière qui s'inscrivait dans une dynamique de progrès et le précédait, d'une certaine façon, sur les chemins de la « modernité »...

Très vite, pourtant, des effets peu bénéfiques, tant économiques que sociaux, voire environnementaux sont apparus : conséquences des voies empruntées avec une volonté politique sans faille, il ne faut pas voir dans ces problèmes une cause de remise en question totale du développement agricole, touchant en quelque sorte à son essence, mais plutôt une perte de maîtrise du sens qu'il avait dans l'esprit de ses initiateurs. Les dérives constatées deviennent au fil du temps autant de faux-sens qui conduisent, si on persiste dans les mêmes orientations à des contresens. Les réponses apportées aujourd'hui, face aux changements du contexte et à la suite d'une certaine prise en compte de la critique du modèle, prônent une meilleure recherche des gains de productivité et plus de libéralisme dans les échanges : autrement dit, ils n'inversent guère la vapeur et pour tout dire vont dans le mauvais sens !

Il faut aussi souligner que ce qui se passe dans le domaine agricole est symptomatique de ce qu'on a appelé, en occident et ce depuis le XVIIIème siècle, le...développement. Très centré sur les évolutions techniques, réduisant le progrès économique à sa seule dimension de croissance des profits, ce développement, fait, on le voit, fausse-route.

Peut-être serait-il alors nécessaire de redonner du sens au développement, à commencer par celui qui nous sert ici d'exemple : le développement agricole.

Le développement agricole ne saurait s'entendre autrement que comme un processus devant assurer la satisfaction des besoins des hommes dans la pluralité des fonctions dévolues à l'agriculture et aux agriculteurs. Ceci signifie nourrir la population sur son territoire, gérer durablement la ressource, « produire » des paysages et des espaces qui satisfassent des besoins multiples (récréatifs, d'aménagement du territoire et d'équilibre villes-campagnes) et garantissent la construction, voire la création d'atouts spécifiques à chaque territoire. Cette construction doit être apte à assurer l'équité entre les habitants de régions différentes et à orienter le tout selon un schéma global qui respecte les capacités des autres pays à générer et à organiser de façon viable et durable leurs agricultures de manière souveraine. Ce développement ne peut s'affranchir de l'intervention publique, elle même garante, en démocratie, de la prise en compte réelle de l'intérêt général.

Bibliographie

BERTRAND N., DOUILLET A-C., FAURE A., 2003 : *L'agriculture périurbaine, ou les limites de la campagne à la ville Regards sur la construction socio-politique de la question agricole*, Colloque " Rural-urbain : les nouvelles frontières. Permanences et changements des inégalités socio-spatiales "Poitiers du 4 au 6 juin 2003,

BOUËT A, 2001, *La sécurité alimentaire justifie-t-elle encore un soutien de l'activité agricole ?*, La lettre du CEPII, n°199, mars, 4pp.

BVA, 2003, *Enquête sur « l'imaginaire de l'agriculture »*, Université d'été de l'innovation rurale, 11,12 juillet, www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=797

GOZLAN A, MARETTE S, 2000, *Commerce international et incertitude sur la qualité des biens échangés*, *Economie Internationale*, n°81, 1^{er} trimestre, pp 43-63.

HARRIBEY J-M, 2002, *Planète en danger, une contradiction insurmontable*, La monde diplomatique, décembre, pp18-19 ;

HERVIEU B, PISANI E, 1996, *Quelle agriculture pour l'Europe ?*, Le Monde, mardi 12 mars.

LATOUCHE S, 2001, *Les mirages de l'occidentalisation du monde, en finir une fois pour toute avec le développement*, Le Monde Diplomatique, Mai, pp 6-7 .

PISANI Edgar, 2004, *Un vieil homme et la terre*, Seuil, collection l'histoire immédiate, Paris, 232pp.

PASSET R, 2002, *Néolibéralisme ou développement durable, il faut choisir*, Médiasol, 2002, <http://www.mediasol.org>.

SCHMITT B, 1996, *Avantages comparatifs, dynamique de population et d'emploi des espaces ruraux*, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°2, pp 363-382.

SFER,2002, Colloque *libéralisation des échanges agricoles et sécurité alimentaire dans les pays en développement*, 4 juin.

VIAU P, 1967, *L'agriculture dans l'économie*, les Editions ouvrières, Paris, 326 p.

VOITURIEZ T, 2002 - « Commerce agricole : l'idée de libre-échange a-t-elle vécu? », in Demeter 2002, Nouveaux enjeux pour l'agriculture, Armand Colin, Paris, pp. 9-52.